



28 juin 2021
Communiqué de presse

Observation électorale en Equateur : stop à la diffamation !

Un article du média EU Observer, publié le 28/06/2021, m'accuse d'avoir été sanctionnée pour l'organisation d'une fausse mission électorale en Equateur, mêlant mon nom à des soupçons de corruptions et même à "des jeux de séduction sexuelle" (sic). Il fallait oser.

Il s'agit d'une information erronée. Cette mise en doute de mon intégrité, reprise plusieurs fois avec déformation sur les réseaux sociaux, n'est qu'une instrumentalisation visant à me salir.

Pour clarifier, je me suis rendue en Equateur du 8 au 13 avril 2021 pour observer le second tour de l'élection présidentielle. Cette mission d'observation ne figurait pas parmi les missions officielles du Parlement européen. Le Conseil National Electoral (CNE) équatorien, organe indépendant reconnu, m'avait convié en ma qualité de députée européenne, membre de la délégation Union européenne-Amérique latine. Plus d'une centaine d'observateurs électoraux internationaux étaient présents sur place.

Cette élection voyait s'affronter un candidat de gauche et un candidat de droite. C'est ce dernier, Guillermo Lasso, qui l'a emporté avec plus de 52% des voix. Résultat qui n'a d'ailleurs subi aucune contestation de la part des candidats, et a été reconnu par les organisations internationales.

Je n'ai jamais été sanctionnée pour ma présence en Équateur. Le groupe de soutien à la démocratie et de coordination des élections (DEG) du Parlement européen n'a jamais fait état d'une fausse mission d'observation électorale et encore moins de soupçons de corruption à mon encontre. Ce qui n'est pas le cas pour les élus qui ont suivi les élections en Russie et qui ont été, eux, véritablement sanctionnés par le DEG.

Le DEG a simplement regretté, via un rappel au règlement, une expression utilisée dans un tweet, un seul tweet parmi la quinzaine que j'ai posté durant mon déplacement, pouvant laisser entendre que mon déplacement se faisait dans le cadre d'une mission officielle du Parlement européen. Toutes mes autres communications faisaient bien mention du cadre de ma mission.

Mon objectif lors de ce déplacement était très clair : participer à la consolidation du processus démocratique sur place. **J'ai tenu à exercer cette mission de façon impartiale, indépendante et transparente** : pas de prise de partie pour l'une ou l'autre des forces en présence jusqu'à l'annonce des résultats, rencontre avec les différents protagonistes de l'élection, de droite comme de gauche, aucune prise en charge de mes dépenses par un quelconque organisme équatorien, et observation du déroulé du vote le jour même. Un travail qui a été d'ailleurs reconnu par le CNE.

Enfin, contrairement à ce qui est avancé, je n'ai jamais effectué de mission d'observation électorale au Venezuela. Ces accusations mensongères, secondées par des attaques politiques, visent à porter atteinte à ma dignité et à l'intégrité de mon mandat de députée européenne. Je ne les laisserai pas faire. Je demande à ce que cesse cette campagne d'accusations mensongères à mon égard et que se rétablisse la vérité. Mon nom ne sera jamais associé à ceux qui abusent de leur mandat comme le font les élus du Rassemblement National.

Leïla Chaïbi, députée européenne la France insoumise